



10^{ème} ATELIER ANNUEL RC&D
Casablanca (Maroc) du 09 au 13 mai 2016

AGRICULTURE & SECURITE ALIMENTAIRE

**Des enjeux pour la mise en œuvre
de l'accord climat de Paris**



Ali Abdou Bonguéré
EDER Niger

Contenu de la présentation

- ❖ Quelques Concepts et Définitions ;
- ❖ Bref historique de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire au sein des négociations climat
- ❖ Enjeux de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire dans les négociations et positions du RC&D en 2015 ;
- ❖ Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire ;
- ❖ Perspectives d'actions pour le RC&D

Quelques Concepts & Définitions

L'agriculture : Processus par lequel les hommes aménagent leurs écosystèmes pour satisfaire leurs besoins ainsi que ceux de leurs sociétés. Désigne l'ensemble des savoir-faire et activités ayant pour objet la culture des terres, et, plus généralement, l'ensemble des travaux sur le milieu naturel permettant de cultiver et prélever des êtres vivants (aussi bien végétaux, qu'animaux) utiles à l'être humain.

L'agriculture familiale : Forme d'agriculture, plurielle, fondée sur le caractère principalement familial du travail et de la décision sur l'exploitation, ainsi que de la terre et du capital. Une activité où l'outil de production a donc une forte dimension patrimoniale.

« Avec une faible proportion d'émissions de gaz à effet de serre, les agricultures familiales du Sud sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique. En outre, elles jouent un rôle fondamental en termes de sécurité alimentaire locale, d'aménagement du territoire, de gestion des ressources, de création d'emplois et de stabilité sociale. Elles représentent la première forme d'agriculture dans le monde avec près de 500 millions d'exploitations. » => Coordination Sud

Quelques Concepts & Définitions (suite)

La sécurité alimentaire : Définition faisant l'objet d'un consensus international depuis le Sommet Mondial de l'Alimentation de Rome en 1996 ! « ***La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active*** ».

Cette définition de la sécurité alimentaire, agréée internationalement, repose sur 4 piliers :

la **disponibilité**, qui est définie en terme de quantités suffisantes de ressources alimentaires, qu'elles proviennent de la production locale ou de l'importation ;

l'**accès**, ou la capacité de produire ou d'acheter sa propre alimentation ;

la **stabilité**, qui croise les prix des denrées alimentaires au pouvoir d'achat des populations ;

et l'**utilisation**, qui est une dimension qualitative, au point de vue nutritionnel, sanitaire et socioculturel.

Quelques Concepts & Définitions (suite)

La production alimentaire : Pour l'heure, aucun écrit ne lui donne une **définition précise**. La base des réflexions autour de ce concept vient de sa composition littéraire. Tout semble porter à croire que ce concept, emprunté, a fait son entrée dans les négociations climat pour contourner certaines exigences de l'accord relatives à une utilisation responsable de terres agricoles.

Agriculture et Sécurité Alimentaire / Nutrition dans nos écrits:

Dans de nombreux écrits à l'interne, nous avons coutume d'utiliser la contraction **AGRISAN** pour désigner la thématique Agriculture et Sécurité Alimentaire/Nutritionnelle. Il ne s'agit point d'une expression ayant fait l'objet d'une validation officielle, mais juste un raccourci qu'on utilise entre experts travaillant sur la thématique, juste pour faire COURT !!!!!

Bref historique de l'AGRISAN dans les négociations climat

Depuis le début des négociations climat, les questions de l'agriculture ont été très marginalisées.

CCNUCC - Art. 4 => Engagement des parties à :

- encourager et soutenir la diffusion de procédés qui permettant la maîtrise de certains GES dans plusieurs secteurs dont notamment celui de l'agriculture ;
- et à concevoir des plans appropriés et intégrés pour plusieurs secteurs dont celui de l'agriculture

Bref historique de l'AGRISAN dans les négociations climat

KP => Consentement des parties visées à l'annexe I à élaborer, en fonction de leur situation nationale, des politiques et mesures telles que la promotion de formes d'agriculture durables afin de s'acquitter de leurs engagements chiffrés en matière de limitation et de réduction de GES (Art. 2**) et ;**

à élaborer, mettre en œuvre et publier, des programmes nationaux ou régionaux contenant des mesures d'atténuation et d'adaptation concernant plusieurs secteurs dont celui de l'agriculture (**Art.10**)

Bref historique de l'AGRISAN dans les négociations climat

2012 - 2015: Situation alimentaire alarmante => Nouvelle dynamique dans les négociations climat sous ADP : L'agriculture ne figure plus dans l'agenda des négociation à partir Varsovie, hormis dans le programme de travail du SBSTA traitant des « questions relatives à l'agriculture » qui a tenue jusque là 4 ateliers sur 2015-2016.

Un lobby for de certains organisations internationales autour de nouveaux concepts tels que la « *Climate Smart Agriculture* », et son alliance globale connue sous le nom de la « GACSA »

Enjeux de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire dans les négociations et positions du RC&D en 2015

Les CC responsables de nombreux défis pour les systèmes de production agricole et à l'alimentation dans toutes les régions de la planète.

AR5/GIEC souligne qu'au-delà de leurs impacts sur la production alimentaire, les CC impacteront tous les piliers de la sécurité alimentaire. Selon un rapport de la FAO, plus de 800 millions de personnes souffraient de la faim en 2015, (11,3% de la population mondiale) et + de 180 millions d'enfants victimes de sous-nutrition.

Des impacts particulièrement forts en Afrique car 1/5 population restera chroniquement sous-alimentée

Enjeux de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire dans les négociations et positions du RC&D en 2015

Si les tendances climatiques actuelles se confirment, la production de blé en Afrique pourrait enregistrer une baisse de 10 à 20% d'ici à 2030 comparé aux rendements des années 1998-2002*.

Globalement, en Afrique subsaharienne, un réchauffement d'environ 2°C entraînerait aussi une réduction de 10% du rendement agricole total d'ici 2050, tandis qu'un réchauffement supérieur (plus probable) pourrait porter ce chiffre à 15 voire 20%**.

Dans un scénario optimiste de réchauffement limité à 2°C, entre 350 et 600 millions d'Africains devront faire face à un déficit en eau.

Les projections les plus optimistes (+2°C à la surface du globe) prévoient que le taux de sous-alimentation en Afrique augmentera de 25 à 90% d'ici à 2050.

Enjeux de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire dans les négociations et positions du RC&D en 2015

Position de la SC Francophone

De Varsovie à Paris, les questions de l'agriculture n'ont pas été abordées aux négociations non pas parce qu'elles ne sont pas pertinentes, mais parce que certains états (plus forts) ne veulent pas changer leur mode de production agricole.

Aussi, avec le lobby menée par +ieurs institutions et pays sur la CSA (raisons économiques) et sur la production alimentaire (fuite de responsabilités), la SC dont le RC&D s'est mobilisée pour non pas l'agriculture, mais la sécurité alimentaire dans le futur texte de l'accord

Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

De Genève (Février 2015) à Paris (Décembre 2015) :

Suivi de tout le processus d'élaboration des textes de l'accord de Paris

Plaidoyer pour la mention de la sécurité alimentaire dans l'accord de Paris

Moyens :

Entretiens, Medias, Notes de Positions, Lobby, Side-events (intersessions et session)

Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

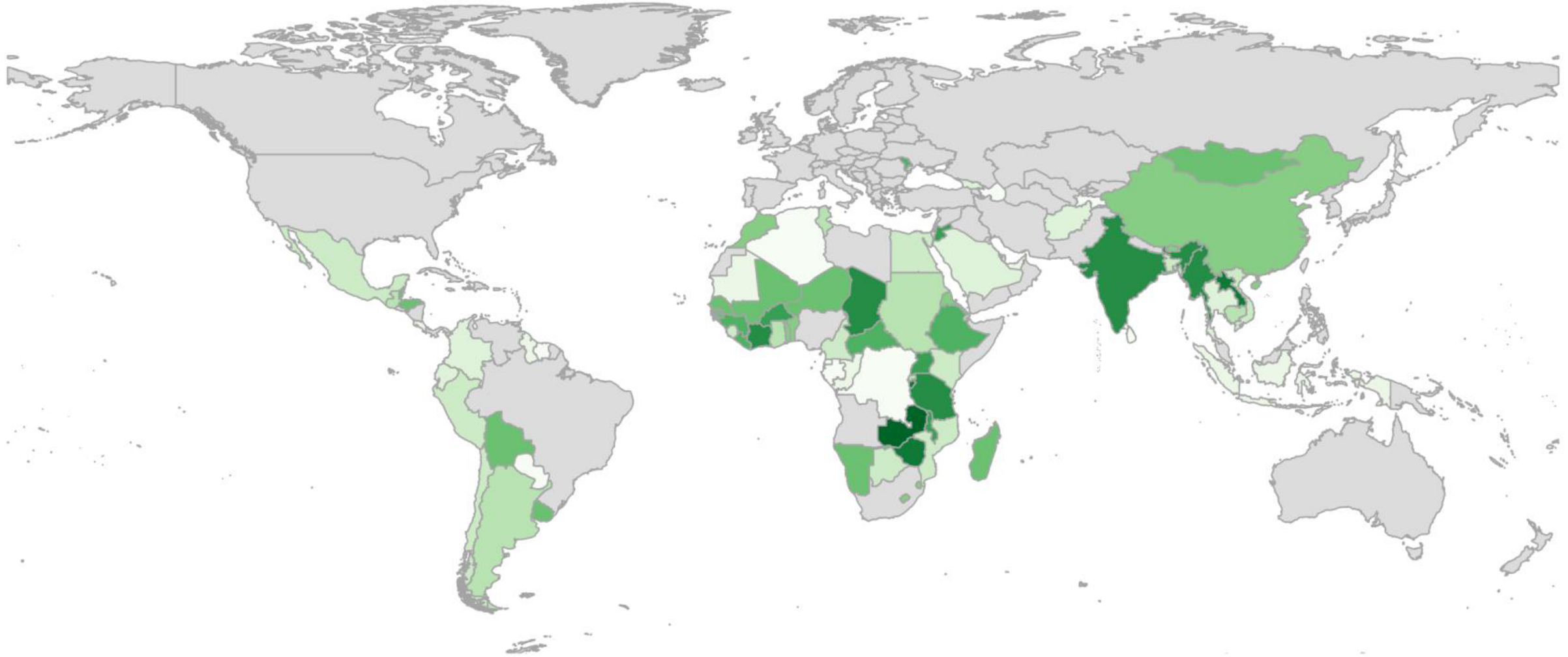
Résultats :

L'accord de Paris, dans ses préambules, a reconnue « la priorité fondamentale consistant à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim, et la vulnérabilité particulière des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques ».

Cependant, même si la sécurité alimentaire a fait son entrée dans le Préambule de l'accord, il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire :

l'agriculture qui est le principal moyen permettant d'assurer cette priorité fondamentale n'y est pas mentionnée et qu'une autre expression – non sans conséquence sur l'ambition de réduction d'émissions de GES – a été préférée à sa place : la production alimentaire

Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire



Number of agricultural adaptation measures mentioned in INDCs



Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

A propos des iNDC : Cas du Niger

L'un des objectifs nationaux : assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté en contribuant à la réduction des émissions mondiales de GES pour concourir à l'objectif des 2°C à l'horizon 2050.

Pour cela, elle cible des secteurs clés comme :

- **Le secteur de l'énergie,**
- **Celui de la gestion durable des terres et ,**
- **L'agriculture qu'elle présente comme :**
 - *un secteur apportant 80% des revenus de la population*
 - *un secteur contribuant à 34,6% des émissions nationales de GES (SCN, 2000)*
 - *un secteur qui se retrouve aussi bien dans l'adaptation que l'atténuation.*

Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

A propos des iNDC : Cas du Niger

Cependant, la CPDN du Niger s'appuie beaucoup sur la « Climate Smart Agriculture » pour

« les avantages de ses mesures qui devraient à priori satisfaire tous les acteurs impliqués dans les réponses au changement climatique :

d'une part, les populations du Niger et le gouvernement, qui mettent la priorité sur l'adaptation au changement climatique et la sécurité alimentaire ;

d'autre part, la communauté internationale, qui constate que l'atténuation du changement climatique est prise en compte effectivement dans les mesures d'adaptation ».

Bilan de la CdP21 sur les questions de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire

Qui a fait quoi ?

Si la SC francophone s'est beaucoup investie sur les questions de l'agriculture et de la sécurité alimentaire durant toute l'année 2015, ce n'est certainement pas le cas des délégations des pays les plus concernés.

Groupe Africain de négociations

Pas très vocal sur ces questions => Plus préoccupé par la parité Adaptation & Atténuation. Pense trouver plus tard des solutions locales dans l'adaptation

G77 + Chine

Un groupe a préoccupations divergentes => Majorité pas contre la sécurité. Cependant, pas prioritaire

Perspectives d'actions pour le RC&D

Pour l'année 2016, l'un des grands enjeux pour le RC&D est de s'assurer que la mise en œuvre de l'accord de Paris prenne en compte la sécurité alimentaire

Pour ce faire, des recommandations doivent s'articuler autour de 3 messages clés :

Appuyer les PED à améliorer et à mettre en œuvre leurs CPDN de manière à ce qu'elles cadrent avec leurs priorités nationales ;

Pousser pour la reconduction du programme de travail sur les questions agricoles (SBSTA) avec attention particulière au développement de la CSA et plus d'ouverture pour la SA et l'AF ;

Etre attentif au phénomène de l'usage des terres comme moyen de compensation des émissions au lieu de leur réduction.

Merci pour votre aimable attention